

Industrialiser l'Afrique





L'industrialisation est fondamentale pour le développement économique. Aucune région ou aucun pays au monde n'est jamais parvenu à la prospérité et à un statut socioéconomique décent pour ses citoyens sans le développement d'un secteur industriel robuste. C'est la raison pour laquelle les dirigeants africains ont souligné à plusieurs reprises l'importance de l'«industrialisation» pour une croissance inclusive et résiliente du continent.

Le rôle de l'industrialisation en Afrique est hautement articulé dans le Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA), et réaffirmé dans l'Agenda 2063 qui recommande la promotion de plans sectoriels et de productivité ainsi que des chaînes de valeur régionales et des produits de base pour appuyer la mise en œuvre des politiques industrielles à tous les niveaux. Dans le cadre de cet agenda, les dirigeants du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) se sont convenus que les trois institutions conjugueront leurs efforts

pour aider l'Afrique à mettre en œuvre l'«Agenda de l'industrialisation».

C'est la raison pour laquelle, dans ce cadre et conformément à sa Stratégie décennale et à sa Stratégie du développement du secteur privé et en tenant compte de l'Agenda pour le développement industriel de l'Union Africaine et des Communautés Economiques Régionales (CER), la Banque a élaboré la présente Stratégie pour l'industrialisation de l'Afrique en vue de guider ses interventions futures dans la région et le secteur de l'industrie. La Stratégie pour l'industrialisation constitue une feuille de route guidant la mise en œuvre des programmes phares en vue de mettre en œuvre la transformation industrielle de l'Afrique. Elle vise à répondre à d'importantes questions telles que les suivantes : i) Pourquoi devons-nous «industrialiser l'Afrique ?» ; ii) Que faut-il pour «industrialiser l'Afrique ?» ; iii) Comment le Groupe de la Banque africaine de développement contribuera-t-il à «industrialiser l'Afrique ?» ; et iv) Quelles sont les ressources financières et humaines nécessaires pour garantir la mise en œuvre efficace de l'agenda de la Banque pour l'industrialisation et comment assurer le suivi de la performance de celle-ci ?



Pourquoi devons-nous «Industrialiser l'Afrique» ?

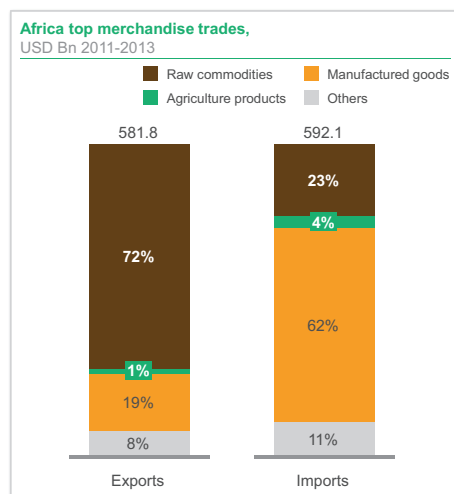
Au cours de ces dernières années, l'Afrique a enregistré une solide croissance économique à la suite de l'expansion de ces marchés intérieurs entraînés par une classe moyenne en plein essor, l'amélioration du climat des affaires, l'amélioration de la gestion macroéconomique, les cours favorables des matières premières, l'urbanisation rapide et l'augmentation des investissements publics.

Plusieurs de ces facteurs continuent de stimuler la croissance, mais un manque persistant d'industrialisation constitue un obstacle pour les économies Africaines qui restent largement tributaires de secteurs tels que l'agriculture et les produits non transformés qui ajoutent relativement peu de valeur. En moyenne, l'industrie génère 700 USD du produit intérieur

brut (PIB) par habitant en Afrique, soit moins d'un tiers du rendement en Amérique latine (2 500 USD du PIB par habitant) et à peine un cinquième de celui de l'Asie de l'Est (3 400 USD du PIB par habitant). Le PIB dans le secteur de l'industrie a une incidence sur le PIB global, dans la mesure où la productivité industrielle tire la productivité dans d'autres secteurs.

En Afrique, l'industrialisation est une nécessité. En novembre 2015, les leaders mondiaux se sont réunis à New York et se sont entendus sur la nécessité de 'réaliser les infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation durable et encourager l'innovation', devenant ainsi l'un des Objectifs du Développement Durable (ODD 9). L'industrie a toujours joué un rôle vital dans le développement. Elle permet en effet d'accroître la valeur créée dans une économie en générant une activité tout le long de la chaîne de valeur, des matières premières jusqu'aux produits finis. Elle stimule la

African economies strongly rely on commodities, that account for more than 70% of Africa's exports

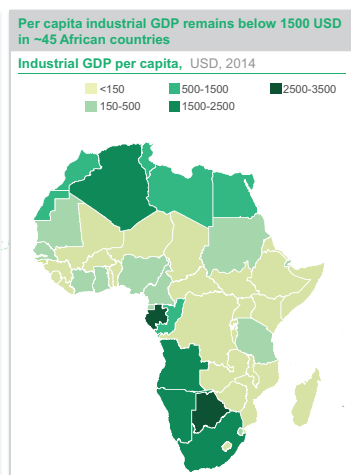
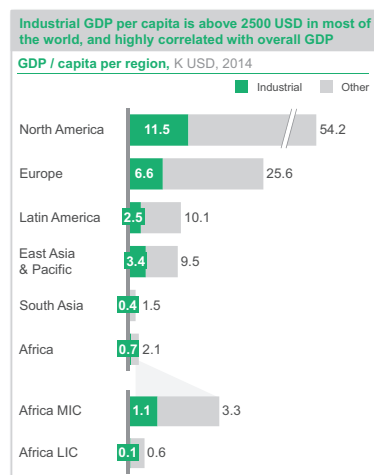


African economies strongly rely on commodities and mainly import manufactured goods

- Commodities goods makes up >70% of African exports (e.g., 58.6% fuel, 5.6% pearls, metal, stones, 4.2% ores, slag and ash)
- Manufactured goods account for >60% of imports (e.g., 11.7% machinery, 8.2% vehicles)

SOURCE: WTO 2014, ECA, Global Insight

In absolute levels, industrial GDP is highly correlated with overall GDP, and remains very low across Africa



1 Industry value added comprises value added in mining, manufacturing, construction, electricity, water, and gas (World Bank data)

SOURCE: World Bank data

productivité, à travers l'introduction de nouveaux équipements et de techniques de pointe, tout en renforçant les capacités de la main-d'œuvre et en diffusant des améliorations dans l'ensemble de l'économie. Elle génère des emplois dans le secteur formel, ce qui contribue à la stabilité sur le plan social. Elle améliore la balance commerciale en remplaçant les importations par la création des biens d'exportation. Ces avantages sont manifestes dans de nombreuses économies en cours d'industrialisation.

A titre d'exemple, le PIB industriel de la Turquie a enregistré une croissance de 121 % en cinq ans seulement, à la suite de l'accent particulier mis par ce pays sur l'industrialisation, tandis que la valeur de ses exportations passait de 27 milliards d'USD en 1998 à 152 milliards d'USD en 2012. De même, entre 1986 et 1990, le PIB industriel de la Malaisie a plus que doublé en quatre ans, après des investissements massifs effectués par ce pays dans le secteur de l'électronique qui fournit actuellement 21 % des emplois et 34 % des exportations.

Les pays Africain peuvent être tout aussi audacieux dans leurs ambitions. Les avantages de l'industrialisation sont à leur portée.

Que faudra-t-il pour «Industrialiser l'Afrique» ?

La transformation structurelle est un impératif pour assurer une croissance durable, inclusive et partagée en Afrique. Cela ne peut être possible sans l'industrialisation, qui facilitera le changement des activités à faible productivité en celle ayant une forte productivité, par exemple, de l'agriculture à l'agro-industrie, des ressources minérales brutes à des exportations de semi-transformés / ou transformés à forte valeur ajoutée, freinant ainsi le taux de chômage élevé et posant les bases d'une plus grande diversification des économies. Cette révolution industrielle doit être soutenue par les progrès technologiques, la réaffectation des nouveaux investissements vers les marchés émergents à haut rendement et en offrant à l'Afrique la possibilité de rattraper son retard de développement. Les parties prenantes de l'agenda de l'industrialisation du continent admettent que le PIB industriel devrait croître

en moyenne de 11,5% par an (ce qui correspond à une croissance cumulée de 130% en 2025) et le PIB par habitant devrait presque doubler à 4% par an. L'expérience d'autres économies industrialisées à travers le monde montre que l'Afrique peut réellement réaliser plus du double de son PIB industriel par habitant en augmentant sensiblement son PIB industriel au cours des dix prochaines années de 751 milliards USD à 1720 milliards USD. Cela permettrait à l'Afrique de relever son PIB continental à 5620 milliards USD et son PIB par habitant à 3,368 milliards USD en 2025.

Pour qu'il en soit ainsi, l'Afrique doit mettre en œuvre une politique industrielle complète et résolue, avec des ajustements au niveau des pays en fonction du contexte et des besoins locaux, politique qui reste alignée sur les objectifs de développement des pays. A cette fin, il faudra une vision et un engagement de la part des dirigeants politiques qui doivent bénéficier d'un appui sous forme d'assistance technique, de renforcement des capacités, de dialogue permanent et de services de conseil.

L'expérience à cet égard donne à penser que la création d'opportunités pour l'entreprenariat (tant pour ce qui est de la création d'entreprises nouvelles que pour ce qui est de l'expansion des entreprises existantes) constitue le plus important facteur d'industrialisation. Toutefois, à cette fin, l'Afrique doit s'appuyer sur l'expertise d'organisations telles que l'ONUDI et la CEA, ainsi que sur celle d'une plus vaste gamme d'acteurs tels que l'UA, les CER, les gouvernements des pays, les

AfDB Aspiration is:

Help raising the industrial GDP by 130% by 2025

So as to

Drive Africa overall GDP from USD 2200 Bn to 4 600 Bn

décideurs et les institutions de financement du développement.

Les enseignements tirés des expériences de l'ONUDI, de la CEA et d'autres organisations œuvrant en faveur du développement mettent en lumière les cinq principaux facteurs propices communs pour pratiquement tous les pays qui ont réussi à industrialiser leurs économies. Il s'agit des facteurs suivants :

- Cadre politique, législatif et institutionnel incitatif:
- Environnement et infrastructures économiques propices:
- Accès au capital:
- Accès aux marchés:
- Compétitivité des talents, capacités et esprit d'entreprise:

Dans les pays enregistrant des succès dans le domaine de l'industrialisation, ces catalyseurs ont systématiquement été intégrés dans toutes les politiques industrielles et ont permis aux entreprises, aussi bien les grandes que les petites entreprises, de se développer le long des chaînes de valeur de secteurs industriels choisis à fort potentiel. **Ces programmes sont à la portée des parties intéressées et peuvent être mis en œuvre en recourant aux leviers appropriés.**

Comment la Banque aidera-t-elle à «Industrialiser l'Afrique» ?

L'aspiration visant à plus que doubler le PIB de l'Afrique au cours des dix prochaines années ne peut pas être

réalisée grâce aux seuls efforts de la Banque. Pour industrialiser l'Afrique et enregistrer des progrès au titre de chacun des facteurs susmentionnés, il faudra des efforts conjugués et coordonnés d'une vaste gamme d'acteurs, tant du secteur public que du secteur privé.

La Banque œuvrera certes de concert avec les autres partenaires dans tous les programmes retenus, mais elle entend mettre un plus grand accent sur les domaines dans lesquels elle peut mieux tirer parti de son expérience, de ses capacités et de ses ressources financières pour soutenir les pays, en jouant le rôle de chef de file pour une série de ces programmes regroupés en six programmes phares qui sont au centre des priorités de la Banque pour ce qui est de la haute priorité «Industrialiser l'Afrique». Il s'agit des programmes phares suivants :

Pour apporter sa contribution à ces programmes, la Banque relèvera le niveau de ses financements en faveur du secteur privé au cours de la prochaine décennie.

Quels sont les mécanismes et modalités de mise en œuvre ?

A travers l'établissement d'un partenariat avec l'ONUDI, la CEA, l'UA et les CER, la Banque veillera activement à la fourniture d'un appui aux gouvernements dans l'élaboration de leurs politiques industrielles nationales, l'identification des secteurs porteurs pour le développement industriel ainsi que la fourniture d'analyses des chaînes de valeur, d'une assistance technique et d'un certain degré d'appui opérationnel.

Leviers	Programmes phares	Description
Des politiques, des législations et des institutions adaptées	Promouvoir des politiques industrielles gagnantes 1	Fournir des services de conseil et une assistance technique aux gouvernements (cadre institutionnel et réglementaire, mise en œuvre et suivi) et le financement des principaux projets de PPP
Un environnement économique et des infrastructures adéquats	Attirer des financements vers les projets industriels et d'infrastructure 2	Augmenter et à orienter les financements vers des programmes permettant d'accroître le PIB (projets d'infrastructure et d'industrialisation menés par des opérateurs publics et privés) Augmenter ses propres investissements, y compris en utilisant les fonds sous sa gestion Attirer des financements émanant d'autres partenaires en tant qu'investisseur stratégique ou chef de file
Accès aux capitaux	Créer des marchés de capitaux liquides et efficaces 3	Améliorer l'accès au finance de marché pour des entreprises africaines Fournir des conseils les gouvernements, les bourses et les organismes de réglementation sur la mise en place de marchés de capitaux liquides Investir directement dans les marchés de capitaux pour accroître la liquidité
Des ressources humaines, des capacités et un réseau d'entrepreneurs compétitifs	Promouvoir et stimuler le développement des entreprises 4	Favoriser le développement des entreprises (grandes, petites et moyennes) , Accroître les investissements et les financements destinés à être prêtés aux PME Assistance technique pour renforcer les entités ciblant les PME Établir des liens entre les PME et des projets/entreprises implantées dans les pays et former un vivier de talents solide
	Promouvoir des partenariats stratégiques en Afrique 5	Mettre les entreprises et les grands projets africains en relation avec des partenaires et des investisseurs éventuels, par le biais d' activités promotionnelles , notamment le Forum sur l'investissement en Afrique Facilitation et gestion des relations avec les investisseurs (p. ex. les négociations de contrat)
Accès aux marchés	Mettre en place des pôles industriels sur l'ensemble du continent 6	Aider les gouvernements à mettre en place des pôles industriels performants à travers l'Afrique, à travers l'assistance technique et la fourniture de financements pour la mise en œuvre et le suivi

1 Chef de file 2 Pôles industriels, notamment les zones économiques spéciales 3 Petites et moyennes entreprises

La Banque veillera par ailleurs à la facilitation du dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé en vue de promouvoir la coordination entre tous les acteurs de l'industrialisation. Compte tenu des liens avec les programmes ciblés par la Stratégie du Groupe de la Banque pour l'industrialisation de l'Afrique, la Banque utilisera ses ressources de manière optimale, afin de réaliser les ambitions de cet agenda dans le cadre de l'approche Une seule Banque.

A cet égard, les principales initiatives que lance la Banque au titre des cinq hautes priorités (High 5s) auront un impact positif sur l'environnement économique et les infrastructures, ainsi que sur l'accès aux marchés et l'accès aux talents et capacités, ce qui devrait contribuer à la promotion de l'industrialisation.

Pour mettre en œuvre les six programmes phares de la haute priorité «Industrialiser l'Afrique», la Banque doit mobiliser un certain nombre de financements, de ressources humaines et de mécanismes liés aux infrastructures matérielles et immatérielles. Au cours des dix prochaines années, la Banque augmentera ses financements pour mettre en œuvre les six programmes d'industrialisation.

Pour accroître les financements et les acheminer vers les projets d'industrialisation phares, le Groupe de la Banque mettra à l'échelle ses propres investissements, y compris en recourant aux fonds qu'il gère, en vue d'attirer des financements d'autres acteurs, agissant dans chaque cas en tant qu'investisseur stratégique ou en tant qu'arrangeur chef de file. Par ailleurs, la Banque développera ses propres capacités à piloter les activités de mobilisation des financements, par exemple en jouant le rôle d'arrangeur chef de file, à travers l'amélioration des processus et l'acquisition des talents appropriés, tout en relevant le niveau de sa participation passive aux activités de cofinancement.

En un mot, «Industrialiser l'Afrique» représente une vision audacieuse et une stratégie ambitieuse, à même de concourir à la transformation du continent. La Banque entend résolument jouer un rôle de premier plan dans la concrétisation de cette vision, agissant en tant que facilitateur pour obtenir l'appui des gouvernements et d'autres institutions de financement du développement (IFD), en plus d'œuvrer de concert avec le secteur privé à la concrétisation de cette vision, entreprise après entreprise, et à l'échelle continentale.



SOURCE : Analyse de l'équipe

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
Rue Joseph Anoma 01 BP 1387 Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)
Tel: +225 20 26 16 42 – Fax +225 20 21 31 00
E-mail : industrialiseafrica@afdb.org, Web : www.afdb.org

April 2017

The High 5 for transforming Africa

Le Top 5 pour transformer l'Afrique



1

Light up & power Africa
Eclairer & électrifier l'Afrique



2

Feed Africa
Nourrir l'Afrique



3

Industrialise Africa
Industrialiser l'Afrique



4

Integrate Africa
Intégrer l'Afrique



5

Improve the quality of life for the people of Africa
Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique

The High 5 agenda – five priority actions for the Africa Development Bank and for Africa - is the AfDB's channel for focusing and scaling up its 2013-2022 Ten Year Strategy, to bring about the social and economic transformation of Africa.

The High 5s are designed to deliver the twin objectives of the Ten Year Strategy: inclusive growth that is shared by all; and the gradual transition to green growth.

The High 5s are: Light up and power Africa; Feed Africa; Industrialise Africa; Integrate Africa; Improve the quality of life for the people of Africa.

Le Top 5, c'est-à-dire les cinq actions prioritaires pour la Banque africaine de développement et pour l'Afrique, constituent le moyen utilisé par la BAD pour concentrer et étendre la mise en œuvre de sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 visant à transformer l'Afrique sur le plan social et économique.

Le Top 5 a pour but de réaliser le double objectif de la stratégie décennale : une croissance inclusive partagée par tous ; et la transition progressive vers une croissance verte. Le Top 5 est constitué des priorités suivantes : Éclairer et électrifier l'Afrique ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; Améliorer la qualité de vie des Africains.